



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

SOMMAIRE

ESPACES FRANCE SERVICES	3-5
PETITE ENFANCE, ENFANCE ET JEUNESSE	6-10
CYCLE DE L'EAU	11-13
URBANISME, FONCIER ET HABITAT	14-15
FINANCE	16-17
BÂTIMENT, VOIRIE, PARC AUTOMOBILE ET LOGISTIQUE	18-20
SAAD ET RÉSIDENCES AUTONOMIE	21-22
RESSOURCES HUMAINES	23-26
SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE	27-28
TOURISME	29-31
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	32-36
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	37-38
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ	39-43



SPACES FRANCIS SERVICES



ESPACES FRANCE SERVICES

A. Focus sur les publics accueillis et les modalités d'accès à la France services

En préliminaire, il est notable de rappeler que 8456 usagers sont venus physiquement dans les EFS de la CCRS en 2025, pour un total de 11 904 personnes accompagnées (tous canaux confondus) lors de nos 15204 accompagnements.

Les habitants de la communauté de communes représentent 75% du public accueilli en EFS. Les habitants des communes de Bourg-Achard et Grand Bourgtheroulde représentent près de 26% de ce public. Nous prévoyons un afflux d'usagers dans les mois à venir, avec l'ouverture du nouvel EFS de Thuit de l'Oison. Nous enregistrons déjà une évolution positive.

Nous constatons une répartition différente de la fréquentation des usagers. Il y a moins d'usagers venant des communes sur lesquelles sont installées les EFS, mais cela s'accompagne d'une augmentation de fréquentation. Cela signifie que les France Services « résonnent » au-delà de leur territoire. Cela est dû, en grande partie, au bouche-à-oreille.

Nous pouvons constater, également, que quasiment 25% des fréquentations viennent d'usagers hors territoires de la CCRS. En effet, le positionnement des France Services limitrophes à la Seine-Maritime ou à des collectivités ne disposant pas du service favorise cette progression.

Communes de résidence des usagers

Nom de la commune	Nombre	%
Bourg Achard	1154	13.65
Grand Bourgtheroulde	1042	12.32
Le Thuit de l'Oison	525	6.21
Amfreville Saint Amand	375	4.43
Bourneville Sainte Croix	101	1.19
Autres communes CCRS	3180	37.61
Autres communes hors CCRS	2079	24.59
Total	8456	100%
Information non communiquée		

Les France services accueillent historiquement un public âgé de plus de 55 ans (81.12%). C'était déjà le cas les années précédentes, mais il y a encore eu une croissance positive sur ces tranches d'âge. Ce sont surtout les tranches d'âge entre 55 et 74 ans qui augmentent fortement.

Cependant, grâce à plusieurs actions de communication au sein des universités et du point information jeunesse de la commune, nous nous attendons à une future augmentation de la fréquentation de cette catégorie de public.

Âge

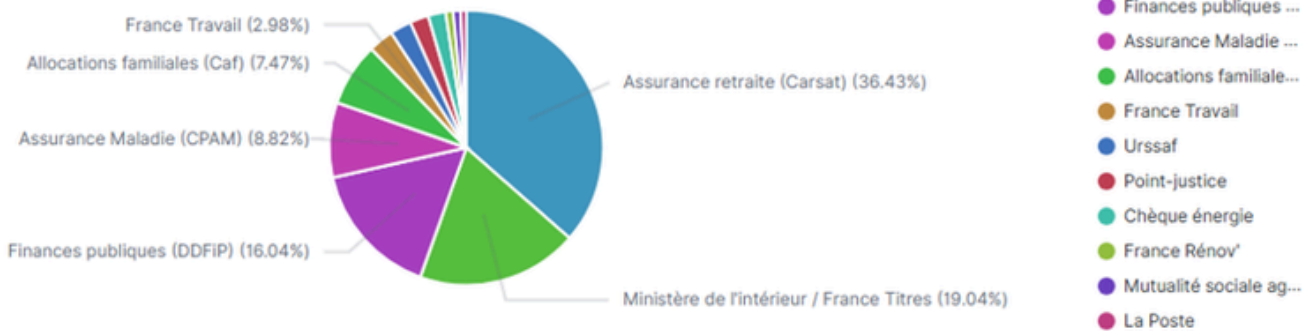
Tranche	Nombre	%
Moins de 15 ans	9	0.11
Entre 15 et 24 ans	137	1.62
Entre 25 et 34 ans	195	2.31
Entre 35 et 44 ans	391	4.62
Entre 45 et 54 ans	755	8.93
Entre 55 et 64 ans	3869	45.76
Entre 65 et 74 ans	1868	22.09
Plus de 75 ans	1122	13.27
Total	8455	100%
Information non communiquée	109	1.29%

Genre

Genre	Nombre	%
Homme	3593	42.50
Femme	4782	56.56
Total	8455	100%
Information non communiquée	80	0.94 %

ESPACES FRANCE SERVICES

Répartition des accompagnements par partenaire national



Une majorité des usagers se rendent directement en France services de manière spontanée (42,44%) afin d'être accompagnés. Il y a eu une inversion dans les modalités d'accès pour les accompagnements depuis que les EFS ont tous acté un fonctionnement en flux le matin et en rendez-vous les après-midis. Cela semble malgré tout plus adapté à l'accueil des usagers et cela correspond également à un accroissement des fréquentations. En cas d'urgence dans les démarches et pour des relations directes avec les partenaires nationaux, des rendez-vous peuvent être pris le matin.

Il est à noter que les appels téléphoniques prennent une place importante et ont un fort impact sur l'accueil des usagers. De plus, ne pouvant répondre directement lorsque nous sommes en rendez-vous, cela peut créer de l'insatisfaction chez certains.

Modalités d'accès pour les accompagnements

- En France services - Visite spontanée : 42.44%
- En France services - Sur rendez-vous : 32.03%
- Par téléphone - Appel spontané : 24.48%
- Par téléphone - Sur rendez-vous : 0.57%

Les partenaires locaux représentent 15,78% de l'activité de la structure. Les partenaires locaux les plus sollicités sont l'AGIRC ARRCO (951 accompagnements) et les accompagnements propres à nos structures (676 accompagnements).

B. Animations

Afin de mieux se faire connaître du public et accroître sa notoriété, les EFS ont concentré leurs efforts à la mise en place de nouvelles animations et de nouveaux biais de communication en 2025

Le réseau développe une offre complémentaire d'animations pour « faire venir » de nouveaux publics. Cette démarche permet de faciliter la venue des usagers et de les familiariser avec le lieu et le personnel d'accueil, pour mieux les inviter à franchir le pas et se renseigner auprès de leur France services.

Les France services ont fait l'objet de plusieurs présentations à l'occasion de :

- La présentation des services de la Communauté de Communes aux secrétaires de mairies le 23 mai 2025
- Participation au forum « la Bougeothèque » le samedi 13 septembre 2025
- Participation aux rencontres des secrétaires de mairies dans les EFS (selon les structures)
- Participation aux journées France Services du 6 au 17 octobre 2025

Les France services ont également participé à des projets internes visant à développer la politique publique de la CCRS en faveur des jeunes et de la citoyenneté sur les dispositifs BAFA citoyens et Permis citoyen.

Mois	Évènements organisés
Janvier	Lancement AMI Lila Bourg Achard
Février	
Mars	
Avril	Réunion « futurs retraités » avec CARSAT, MSA et Agirc Arrco ; immersion CAF 27
Mai	Accueil pour l'élection des délégués MSA
Juin	Rencontre avec les secrétaires de mairies, dans les EFS et avec la CDC
Juillet	
Août	
Septembre	Participation au dispositif « illettrisme et électronisme » avec France Travail
Octobre	Journées portes ouvertes
Novembre	Inauguration de la nouvelle France Services du Thuit de l'Oison ; Séminaire
Décembre	



THE CHILDREN'S CONVENT

PETITE ENFANCE, ENFANCE ET JEUNESSE

Une offre éducative de proximité au service des familles

Tout au long de l'année 2025, les services Petite Enfance, Enfance et Jeunesse ont poursuivi leur mission d'accueil, d'accompagnement et d'épanouissement des enfants, des jeunes et de leurs familles. À travers ses différents dispositifs, la Communauté de communes Roumois Seine contribue quotidiennement à la mise en œuvre du Projet Éducatif de Territoire (PEDT) et au renforcement de l'attractivité du territoire.

Les chiffres clés 2025

L'activité des services témoigne d'une fréquentation soutenue sur l'ensemble des dispositifs proposés :

- **225 enfants accueillis en crèches ;**
- **4040 enfants accueillis sur les temps périscolaires et les mercredis ;**
- **2183 enfants accueillis dans les accueils de loisirs extrascolaires ;**
- **365 adolescents accueillis dans les structures jeunesse.**

Au total, 6 813 enfants et jeunes ont bénéficié d'au moins une action du service au cours de l'année.

L'activité représente également un volume important d'accueil :

- **165533 heures réalisées en structures multi-accueil ;**
- **772912 heures réalisées sur les temps périscolaires et les mercredis ;**
- **246535 heures réalisées dans les accueils de loisirs extrascolaires ;**
- **33885 heures réalisées dans les structures jeunesse.**

Soit un total de 1 218 865 heures d'accueil réalisées en 2025.

Les séjours demeurent également un temps fort de l'action éducative :

- **165 enfants ont participé aux camps organisés par le secteur Enfance ;**
- **48 adolescents ont participé aux camps du secteur Jeunesse.**

213 jeunes ont ainsi bénéficié d'un séjour éducatif au cours de l'année.

Par ailleurs, le fonctionnement du service a nécessité le traitement de **1 500 actes d'engagements comptables** pour l'ensemble du pôle Enfance Jeunesse.

Petite Enfance en chiffres et en actions

Relais Petite Enfance (RPE)

Les 4 Relais Petite Enfance du territoire accompagnent les familles dans leur recherche de mode d'accueil et soutiennent les assistants maternels dans leur pratique professionnelle.

Chiffres clés

- **223 familles accompagnées ;**
- **535 ateliers proposés aux assistants maternels et aux enfants accueillis ;**
- **27 assistants maternels mobilisés lors de la Journée nationale des assistants maternels.**

Des actions diversifiées au service des familles

Les RPE ont développé de nombreuses initiatives autour :

- de l'éveil à la nature (forêts, mares, jardins, fermes pédagogiques, centres équestres) ;
- de l'éveil culturel (lecture, médiathèques, Festival du Livre en Campagne, musique, zumba) ;
- des rencontres intergénérationnelles avec les résidences pour personnes âgées ;
- de la participation aux événements nationaux tels que la Semaine du Goût, la Semaine Nationale de la Petite Enfance ou encore la Grande Lessive.

Les équipes ont également organisé de nombreux temps conviviaux à destination des familles : petits-déjeuners, ateliers parents-enfants, kermesses, spectacles et ateliers sensoriels.

Le projet « **La lecture autrement** », impliquant 9 assistants maternels, a permis la création de supports pédagogiques favorisant le développement du langage, l'imaginaire et la communication auprès des jeunes enfants.

Structures Multi-Accueil

En 2025, **221 enfants** ont été accueillis au sein des structures Petite Enfance de la collectivité.

La qualité des projets menés et l'engagement des équipes ont été reconnus par l'obtention de **4 Trophées d'Or Locomot'Eure.**



PETITE ENFANCE, ENFANCE ET JEUNESSE

Projets phares

Les équipes ont particulièrement développé des actions autour :

- de l'éveil à la nature et du développement durable (potagers, activités extérieures, utilisation de matériaux naturels) ;
- de la communication alternative et gestuelle grâce à la formation de l'ensemble des professionnels ;
- de l'éveil culturel et musical en partenariat avec les médiathèques ;
- des rencontres intergénérationnelles avec les résidences pour personnes âgées.

Les familles sont pleinement associées à la vie des structures à travers des ateliers, des manifestations festives et leur participation aux différents projets éducatifs.

Soutien à la parentalité

En partenariat avec la Protection Maternelle et Infantile (PMI), plusieurs actions ont été menées autour du développement psychomoteur de l'enfant.

Développement des actions sur le territoire

- **7 ateliers** organisés à Boissey-le-Châtel ;
- **3 ateliers** organisés à Sainte-Opportune-la-Mare.

Ces actions ont rassemblé **36 familles** et seront reconduites en 2026.

Par ailleurs, la **Matinée Petite Enfance** ainsi que l'événement **Rue aux Enfants** ont de nouveau rencontré un vif succès auprès des familles du territoire.

Chiffres clés Petite Enfance

- 4 Relais Petite Enfance ;
- 223 familles accompagnées ;
- 535 ateliers organisés ;
- 221 enfants accueillis ;
- 36 familles participantes aux actions parentalité ;
- 27 assistants maternels mobilisés ;
- 4 Trophées d'Or Locomot'Eure obtenus.

Une année marquée par des projets structurants

L'année 2025 a été marquée par plusieurs projets majeurs visant à améliorer la qualité de l'accueil et à faire évoluer les pratiques éducatives.

Parmi eux, le projet « **Rue aux Enfants** » a été reconduit sur l'Accueil de Loisirs des Monts du Roumois. Cette démarche permet de réinvestir l'espace public comme lieu de rencontre, de jeu et d'expérimentation favorisant le vivre-ensemble et l'autonomie des enfants.

L'année a également été consacrée à la préparation de l'ouverture des nouveaux locaux de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement d'Amfreville-Saint-Amand. Le déménagement programmé après les vacances de Noël 2025 représente une étape importante pour l'amélioration des conditions d'accueil des enfants et des équipes.

Enfin, une démarche participative associant responsables de structures et animateurs a permis d'engager la réflexion autour des futurs projets pédagogiques qui entreront en vigueur à partir de 2027.

Innover pour renforcer l'autonomie et le pouvoir d'agir des enfants

Dans le cadre du PEDT, l'Accueil de Loisirs des Monts du Roumois a expérimenté une démarche d'**itinérance ludique**.

Cette organisation innovante permet aux enfants de choisir librement leurs activités selon leurs envies et centres d'intérêt, indépendamment de leur âge.

Les objectifs poursuivis sont multiples :

- Favoriser l'autonomie ;
- Renforcer la capacité de choix ;
- Encourager la mixité entre les groupes ;
- Développer la coopération et la prise d'initiative.

Les premiers résultats observés sont encourageants et confirment l'intérêt de cette démarche pédagogique innovante.

Inclusion, citoyenneté et ouverture sur le territoire

Les valeurs d'inclusion, de citoyenneté et de vivre-ensemble ont continué de structurer l'action éducative du service tout au long de l'année.

Les équipes ont participé à la préparation de la **Semaine Inclusive 2025**, en collaboration avec le DITEP Moissons Nouvelles de Bourg-Achard, les structures Petite Enfance et les partenaires du territoire.



PETITE ENFANCE, ENFANCE ET JEUNESSE

Parallèlement, de nombreuses actions ont été menées autour :

- De l'alimentation et de la santé ;
- Du vivre-ensemble ;
- De la découverte culturelle ;
- Des activités sportives ;
- De l'éducation à l'environnement ;
- De la lecture et de la bande dessinée.

Ces projets contribuent à enrichir les parcours éducatifs et à favoriser l'ouverture sur le monde des enfants et des jeunes.

Une politique volontariste en faveur de l'inclusion

La mise en œuvre de la Charte d'accueil des enfants à besoins spécifiques, effective depuis le 1er janvier 2025, constitue une avancée majeure pour l'accessibilité des services.

Résultats 2025

- **19 enfants accompagnés individuellement** par la référente Santé et Handicap ;
- **14150€ d'investissements** consacrés à l'acquisition de matériels adaptés ;
- **40 animateurs formés** à l'accompagnement du handicap ;
- **60 animateurs formés** aux Premiers Secours Citoyens (PSC) ;
- **13 agents formés à la Langue des Signes Française (LSF).**

Ces actions traduisent l'engagement de la collectivité en faveur d'un accueil accessible à tous.

Diagnostic d'accessibilité des équipements

La Communauté de communes a engagé un diagnostic complet de l'accessibilité de ses équipements en partenariat avec Picto Access.

Les principaux résultats

- **52 bâtiments évalués ;**
- Réalisation de fiches et frises d'accessibilité à destination des familles ;
- Identification des axes d'amélioration ;
- Élaboration d'un plan d'actions pluriannuel.

Cette démarche vise à garantir un accès facilité aux services pour tous les habitants du territoire.

Projet « Ensemble pour Grandir ! »

Soutenu par l'Agence Régionale de Santé, le projet « **Ensemble pour Grandir !** » a été lancé en 2025 afin de promouvoir la santé mentale, le bien-être et les compétences psychosociales des enfants.

Quatre accueils de loisirs pilotes ont été retenus :

- Les Monts du Roumois ;
- Saint-Pierre-du-Bosguérard ;
- Saint-Pierre-des-Fleurs ;
- Le Thuit-de-l'Oison.

L'année 2025 a permis de :

- Préparer les équipes ;
- Programmer des formations sur le harcèlement ;
- Organiser des temps d'échanges professionnels ;
- Sensibiliser les enfants grâce au spectacle « **Lisa** » sur le harcèlement et le cyberharcèlement.

Le déploiement opérationnel du projet se poursuivra en 2026.

Favoriser l'engagement et accompagner les parcours des jeunes

Le BAFA Citoyen

Le dispositif accompagne les jeunes de 16 à 25 ans dans leur parcours d'animateur volontaire.

Résultats 2025

- **11 dossiers retenus ;**
- Prise en charge de la formation générale BAFA ;
- Réalisation de 30 heures d'engagement citoyen.

Le Permis Citoyen

Ce dispositif favorise l'accès à la mobilité et à l'emploi par une aide financière pouvant atteindre 1 000 €.

Résultats 2025

- **11 dossiers financés ;**
- 2 jurys organisés ;
- 30 heures d'engagement citoyen réalisées par chaque bénéficiaire.



PETITE ENFANCE, ENFANCE ET JEUNESSE

Découverte des métiers et stages scolaires

Le **Livret des stages scolaires** permet aux jeunes de 14 à 17 ans de découvrir les métiers exercés au sein des services communautaires et d'accéder à des offres de stages.

Cette action contribue à l'accompagnement de l'orientation et à la découverte du service public local.

Le Promeneur du Net

La Communauté de communes participe activement au dispositif **Promeneur du Net**, qui permet de maintenir une présence éducative sur les réseaux sociaux.

Résultats 2025

- 50 jeunes accompagnés ;
- 100 conversations engagées ;
- 30 orientations vers des professionnels ou structures spécialisées ;
- Aucune situation préoccupante signalée.

Accompagner et valoriser les professionnels

Le développement des compétences demeure une priorité de la collectivité.

Au cours de l'année, plusieurs actions ont été menées autour :

- De la santé mentale ;
- De l'analyse des pratiques professionnelles ;
- Des formations PSC ;
- De l'accompagnement des parcours professionnels.

Ces démarches contribuent à maintenir un haut niveau de qualité dans l'accompagnement des enfants et des familles.

Renforcer le lien avec les familles

Le service Enfance Jeunesse a poursuivi l'organisation de nombreux événements favorisant les rencontres entre les habitants et les équipes éducatives.

La participation à la **Journée des Familles** ainsi qu'à plusieurs événements du territoire a permis de valoriser les projets portés par les services, de développer leur visibilité et de renforcer la relation de confiance avec les familles.

Conclusion

L'année 2025 témoigne du dynamisme des services Petite Enfance, Enfance et Jeunesse de la Communauté de communes Roumois Seine. Familles une offre éducative riche, des projets innovants, une politique volontariste en matière d'inclusion et un accompagnement renforcé des familles et des jeunes, la collectivité confirme sa volonté de proposer un service public de proximité, accessible, ambitieux et adapté aux besoins du territoire.



CYCLE DE L'EAU



CYCLE DE L'EAU

Protéger, gérer et valoriser une ressource vitale

L'eau est un bien commun, au cœur des enjeux environnementaux, sanitaires et territoriaux.

Consciente de cette responsabilité, la Communauté de Communes Roumois Seine déploie une véritable politique intégrée de l'eau, alliant performance technique, prévention des risques et valorisation des milieux naturels.

Sous l'impulsion de ses services et de ses partenaires, la collectivité œuvre pour une gestion équilibrée et durable de la ressource, depuis la collecte et le traitement des eaux usées jusqu'à la préservation des zones humides et des réseaux naturels.

Cette approche globale s'articule autour de deux piliers :

- le Service Assainissement, garant de la qualité des eaux et du bon fonctionnement des réseaux ;
- et la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), centrée sur la protection des milieux et la maîtrise du ruissellement.

1. Assainissement

Des réseaux performants au service de la qualité de l'eau

Garantir un service public efficace et durable constitue une priorité pour la Communauté de Communes Roumois Seine. En partenariat avec la SAUR, la collectivité a poursuivi en 2025 les investissements concernant ses ouvrages d'assainissement (réseaux et stations d'épuration). Ainsi, 175 000 € de travaux de renouvellement ont été engagés.

Sur l'année, 600 321 m³ d'effluents ont été traités, pour 162,8 tonnes de boues évacuées. Les équipes SAUR ont également assuré le nettoyage de 14 775 mètres linéaires de réseaux, et réalisé 32 interventions de débouchage sur les collecteurs, garantissant ainsi la performance et la sécurité des ouvrages.

Le suivi de la relation usagers demeure une composante essentielle du service : les réclamations concernant l'assainissement collectif sont gérées en lien avec l'entreprise SAUR, tandis que les réclamations concernant l'assainissement non collectif sont gérées par les agents du SPANC. Les réponses apportées participent à une meilleure réactivité et à une amélioration continue de la qualité de service.



CYCLE DE L'EAU

Une gestion renforcée et des opérations structurantes

L'année a également été marquée par 560 instructions d'avis d'urbanisme, traduisant l'activité soutenue du territoire.

Le service a poursuivi le renforcement du suivi d'exploitation délégué, visant à fiabiliser les réseaux et à optimiser les interventions.

Parmi les réalisations concrètes :

- le remplacement de 70 fontes de voirie,
- l'installation d'une vis convoyeuse fixe pour la gestion des boues à la STEP de Bourg-Achard,
- le remplacement et le renforcement de clôtures et toitures au niveau des STEP,
- la création de 21 nouveaux branchements d'assainissement collectif.

Des investissements ciblés pour la performance environnementale

L'année 2025 a été marquée par un changement de personnel au sein du service (arrivée d'un responsable travaux neufs, changement de directeur) avec pour conséquence un renfort sur la partie assainissement collectif.

Le service a conduit une étude interne en vue du renouvellement du logiciel métier Assainissement, afin d'améliorer le suivi technique et la gestion des données.

Les agents du SPANC ont rendu 98 avis suite à la réception d'études de sol, et réalisé 775 contrôles sur le terrain.

Un audit de la délégation de service public (DSP) avec l'entreprise SAUR est en cours depuis le printemps 2025. L'objectif est de pouvoir déboucher sur un avenant au contrat DSP actuel afin de tenir compte de l'évolution de l'économie du contrat.

Concernant la station d'épuration de Bourg-Achard, le nouveau système de gestion des boues (vis convoyeuse) qui a été mis en place en fin d'année permet d'économiser environ 25% d'énergie à l'échelle de la station, suite au remplacement de l'ancien système, très énergivore (retourneur à boues).

Avec une approche à la fois technique et proactive, le service Assainissement poursuit sa mission essentielle : protéger les milieux naturels, garantir la qualité des eaux et assurer la fiabilité des réseaux, au bénéfice durable des habitants et de l'environnement.

2. Ruissellement et GEMAPI

Prévenir, diagnostiquer et restaurer pour un territoire résilient

Face à la multiplication des épisodes pluvieux intenses, la collectivité renforce chaque année ses actions de prévention du ruissellement et d'entretien des réseaux hydrauliques.

En 2025, 20 visites de terrain ont été menées, à la demande d'habitants ou de communes signalant un dysfonctionnement.

Suite à l'épisode de pluie conséquent de juillet 2024, environ 5 km de fossés d'assainissement ont été curés à l'automne 2025, ceci afin d'éviter les débordements d'eaux dans les habitations, consécutifs à des difficultés d'écoulement dans les ouvrages.

En parallèle, 560 expertises techniques ont été réalisées en lien avec les dossiers d'urbanisme.

L'arrivée d'une nouvelle collègue technicienne Ruissellement-GEMAPI à l'automne 2025 permet d'être davantage présent sur le terrain, et de conforter les réponses opérationnelles apportées aux dysfonctionnements actuels.

Les mares : un patrimoine naturel à restaurer et valoriser

Véritables réservoirs de biodiversité et régulateurs naturels du cycle de l'eau, les mares occupent une place centrale dans la politique environnementale de la collectivité, et les actions en faveur des mares sont soutenues par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

En 2025, 213 inventaires naturalistes ont été réalisés (amphibiens, flore, odonates), permettant de caractériser 157 nouvelles mares sur le territoire.

Les actions de restauration se sont poursuivies à un rythme soutenu : 9 mares restaurées sur 7 communes, dont 3 communales et 6 privées. Ces opérations ont nécessité le retrait de 881 m³ de végétation aquatique et le curage de 1 211 m², ainsi que l'évacuation de plus de 634 m³ de matériaux (quand ces derniers ne pouvaient pas être valorisés sur place, notamment les boues polluées qui ont dû être envoyées en centre de traitement).

La mobilisation des habitants a continué au travers de 32 animations de sensibilisation, dont 29 en milieu périscolaire, touchant plus de 500 personnes.



URBANISME, FRONCIERAT ET HABITAT

URBANISME, FONCIER ET HABITAT

Développement de l'activité et modernisation des outils d'instruction

L'année 2025 a été marquée par l'élargissement du périmètre du pôle d'instruction communautaire, qui a accueilli 12 nouvelles communes au 1^{er} décembre 2025. Avec 572 actes d'urbanisme instruits, l'activité enregistre une légère hausse par rapport à 2024. Parallèlement, la modernisation du service s'est poursuivie à travers la dématérialisation des procédures, concrétisée par la mise en place du logiciel Cart@DS et son paramétrage pour les communes entrantes. Pour garantir une transition efficace, les instructrices se sont déplacées dans l'ensemble des mairies afin d'accompagner et former les secrétaires de mairie. Enfin, l'intégration de la plateforme nationale Plat'AU au sein du logiciel a permis de fluidifier la consultation des services techniques, eux-mêmes formés à ce nouvel outil pour la transmission de leurs avis.

L'exercice a vu le déploiement du dispositif France Rénov' et la mise en œuvre du Pacte Territorial sur notre territoire. Pour en assurer la gouvernance et l'animation, une nouvelle convention a été conclue avec l'opérateur SOLIHA. Dans ce cadre, SOLIHA a affirmé sa présence locale en participant à la Semaine du Logement initiée par le Crédit Agricole. Au bilan de cette animation, 141 premiers contacts ont été enregistrés auprès des administrés du territoire. Si les sollicitations se sont faites de manière très majoritaire par voie téléphonique, 11 ménages ont pu bénéficier d'un accueil physique lors des permanences tenues à la Maison de l'Habitat.

Le PLUi : un outil stratégique en concertation avec les communes

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) s'est poursuivie tout au long de l'année 2025 avec une phase de travail particulièrement soutenue sur les pièces réglementaires du document. Plusieurs ateliers techniques ont été organisés en début d'année afin de contribuer à la rédaction du règlement écrit, permettant d'affiner les dispositions applicables aux différentes zones du territoire et d'assurer leur cohérence avec les objectifs du projet. Par ailleurs, de nombreuses réunions de travail ont été consacrées aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), avec pour objectif de définir les principes d'aménagement des secteurs stratégiques et de préciser les ambitions de développement du territoire. Ces échanges ont mobilisé les élus, les services et les partenaires du projet dans une démarche de concertation et de co-construction.

L'année 2025 a été marquée par la fin du marché d'études confiée à VE2A pour l'élaboration du PLUi, dans le respect du calendrier initialement prévu.



FINANCE



FINANCE

Chiffres clés du Budget Principal

- Recettes de fonctionnement : 27,7 M€
- Dépenses d'investissement hors dette en 2025 : 7,0 M€ (plus du double de 2024)
- Encours de dette au 31 décembre 2025 : 4,5 M€ (en diminution de 880 K€)
- Nouvel emprunt souscrit en 2025 : 0 €
- Fonds de concours versés aux communes : 257 K€
- Résultat global de clôture, restes à réaliser inclus : 4,3 M€

En 2025, la Communauté de communes Roumois Seine a franchi une étape dans son programme d'équipement : 7 millions d'euros d'investissements réalisés, contre 3 millions l'année précédente. Un effort porté avant tout par la construction du gymnase intercommunal du lycée de Bourg-Achard, dont les travaux se sont achevés pour une ouverture au public en 2026.



Cet effort a été financé intégralement sur les ressources propres de la collectivité : aucun nouvel emprunt n'a été contracté en 2025, ni sur le budget principal ni sur les budgets annexes. La dette continue de se réduire.

Les taux d'imposition sont restés inchangés. Chaque année, les recettes de fonctionnement (impôts locaux, dotations de l'État, recettes des services) financent d'abord les dépenses courantes : salaires, entretien, contributions aux syndicats. Ce qu'il en reste, l'épargne, sert ensuite, avec les subventions et aides perçues, à financer les investissements : travaux, équipements, aménagements.

En 2025, sur le budget principal, les 27,7 M€ de recettes ont couvert 25,6 M€ de dépenses courantes, dégageant 2,1 M€ d'épargne. Complétée par le FCTVA et les subventions, cette épargne a permis de financer une partie des 7,0 M€ investis dans l'année. Fidèle à sa politique de gestion prudente, la collectivité n'a souscrit aucun nouvel emprunt en 2025. Sa capacité de désendettement, le nombre d'années qu'il faudrait pour rembourser sa dette en y consacrant toute son épargne, est de moins de 5 ans et demeure très en deçà du seuil d'alerte de 10 ans.

Cinq grands chantiers en 2025

• Équipements sportifs 2,74 M€

La construction du gymnase intercommunal du lycée de Bourg-Achard constitue l'opération majeure de l'exercice. Des interventions complémentaires ont également été réalisées sur les gymnases Dannetot à Bourg-Achard et de Bourneville.

• Voirie, réseaux et mobilités douces 2,48 M€

Programme annuel de voirie (Saint-Denis-des-Monts, Saint-Ouen-du-Tilleul, Caumont, Hauville, Bosroumois, Éturqueraye, Les Monts-du-Roumois...), passerelle piétonne et cyclable à Aizier, études préalables à l'axe cyclable 4, création d'une boucle de randonnée.

• Patrimoine bâti et équipements 930 K€

Réaménagement du bâtiment annexe du siège, entretien du Logis et des communs, et près de 156 K€ consacrés aux structures enfance-jeunesse (sécurisation des sites, espaces de jeux, mobilier des ALSH et périscolaires).

• Renouvellement du parc automobile 312 K€

Dix véhicules légers pour les services techniques et les équipes de terrain, complétés par des véhicules utilitaires.

• Fonds de concours aux communes 257 K€

34 conventions au service de projets communaux : cheminements accessibles à Grand-Bourgtheroulde, aires de jeux au Thuit-de-l'Oison et à La Trinité-de-Thouberville, trottoirs à Saint-Pierre-du-Bosguérard, aménagement de la mare à La Haye-Aubrée, skate parc à Saint-Ouen-de-Thouberville, cabinet médical au Thuit-de-l'Oison, rénovation de la chaumière à Sainte-Opportune-la-Mare.





BÂTIMENT, PARC VOIRIE, PAVILL AUTOMOBILE ET GISCARD

BÂTIMENT, VOIRIE, PARC AUTOMOBILE ET LOGISTIQUE

Bâtiments et patrimoine

La Communauté de Communes est composée de :

- 2 Sièges administratifs (Bourg-Achard et Grand Bourgtheroulde)
- 3 Centres techniques (Bourg-Achard, Grand Bourgtheroulde et Saint-Aubin-sur-Quillebeuf)

14 Équipements sportifs couverts :

- 11 gymnases
- 3 salles de tennis

11 Équipements sportifs d'extérieur :

- 4 complexes de football
- 1 terrain de rugby
- 1 site de tir à l'arc
- 1 aire de jeux
- 1 piste d'athlétisme et terrain synthétique
- 1 piste de roller
- 2 sites de cours de tennis extérieurs

Structures :

- 1 Gîte (Panorama de Barneville-sur-Seine)
- 4 structures multi-accueils (crèches)
- 4 Relais petite enfance
- 2 accueils ados
- 25 accueils périscolaires
- 9 accueils de loisirs
- 5 Espaces France Services (Bourg-Achard, Grand-Bourgtheroulde, Bourneville-Sainte-Croix, Thuit-de-L'Oison, Amfreville Saint Amand)
- 2 bâtiments touristiques : le Moulin-Amour (Saint-Ouen-de-Pontcheuil) et la Maison de la Terre (Bosroumois)
- 1 Résidence Autonomie Jean Guenier
- 2 zones d'activité avec des bâtiments communautaires (ZA de Thuit Anger et ZA de Trouville la Haule)

Le territoire comprend 750 km de voirie gérée par la Communauté de communes

Focus sur l'entretien, la sécurisation et la modernisation de la voirie



En 2025, la collectivité a poursuivi ses efforts pour entretenir, sécuriser et moderniser la voirie communautaire.

Parmi les actions réalisées :

- Deux campagnes de fauchage saisonnières pour le maintien de la visibilité et la sécurité des axes routiers,
- Viabilité hivernale : 207 tonnes de sel commandées pour assurer le déneigement et la sécurité des déplacements,
- Utilisation de 303 tonnes d'enrobé à froid pour l'entretien et la réparation des routes,
- Rénovation des voiries communautaires : renouvellement de revêtement de chaussée en enrobé pour un montant total de 1 928 982,71 € TTC.

Des interventions spécifiques ont également été menées :

- Rue de l'Avenir à Bourg Achard (requalification de la voirie) : 503 254 € TTC.
- Rénovation de 3 ouvrages d'art : Les Monts du Roumois (26 762,28 € TTC), Thuit Hébert (29 094,14 € TTC), Saint Ouen de Pontcheuil (12 121,20 € TTC).

Acquisition de 2 tracteurs Lintrac (CT de BG et CT de BA) pour optimiser l'action du service : 334 712,42 € TTC.

Focus sur le service bâtiments

AVANT



APRES



BÂTIMENT, VOIRIE, PARC AUTOMOBILE ET LOGISTIQUE

AVANT



TRAVAUX



APRES TRAVAUX



Le service bâtiments a également assuré la sécurité et la maintenance des infrastructures communautaires :

Audit GEIRIS Sûreté Sécurité : 18292,80€ TTC et Travaux de mise en conformité sur 4 ALSH : 73 113 €TTC

- Assurer la sécurité des personnes face aux risques d'incendie et de mouvements de panique dans les bâtiments et enceintes ;
- Protéger les biens contre les dommages potentiels ;
- Faciliter l'intervention rapide et efficace des services de secours.

Restructuration des volumes intérieurs de l'ALSH de Bosroumois : 52 975 €TTC, redonner une fonctionnalité aux espaces.

- Installation de vestiaires Stade SPDF :

4 vestiaires + sanitaires / Modulaires : 71 757 €TTC (améliorer l'accueil des joueurs du club de football local).

- Démolition du gymnase Cambolive à Bourg Achard : 38 586 € TTC.
- Construction du gymnase Merrien à Bourg Achard : 2 612 377,71 € TTC, offrir un site sportif pour les futurs lycéens et le milieu associatif.

- Rénovation de la Maison de l'enfance à Bourgtheroulde : 105 600 € TTC, augmentation des espaces (70 m²) et réaménagement pour accroître le bien-être des enfants.
- Transfert de la MFS à Thuit l'Oison : 126 000 € TTC, aménagement intérieur pour accueillir les usagers et les agents dans les meilleures conditions.
- Rénovation de 2 logements à la RA : 48 000 € TTC.
- Rénovation de 9 appartements en régie
- Interventions réalisées dans les bâtiments communautaires. 622 interventions réalisées : 327 interventions réalisées en interne hors RA + 175 interventions RA en interne.
- Sorties d'astreinte effectuées par 3 agents, garantissant la continuité et la réactivité du service 24 sorties.

Focus sur le service Parc Automobile

- Acquisition 4 fourgonnettes électriques neuves : 115 426,60 € TTC, poursuivre le verdissement de la flotte automobile et répondre à la loi LOM.
- Acquisition de 2 fourgons d'occasion : 49 595,52€ TTC, adapter le matériel aux besoins des services bâtiment et voirie.



SAAD ET SIDONIE REFUS AUTONOME

SAAD ET RÉSIDENCES AUTONOMIE

Actions et projets :

Changement de direction avec l'arrivée d'une

• Réforme SAD :

Le décret du 13 juillet 2023 instaure la mise en place d'un nouveau service « service autonomie à domicile » qui va être un guichet unique pour l'aide et le soin. Cette réforme vise à être plus accessible auprès du public âgé.

De ce fait, le service SAAD et l'hôpital de Bourg Achard ont travaillé conjointement sur une convention de partenariat pour le nouveau Service Autonomie à Domicile Roumois Seine. Pour ce faire nous avons établi un plan d'action sur les 5 ans de conventionnement pour se mettre en conformité avec le décret de création des SAD.

• Télé gestion et téléphones professionnels :

Début 2025, l'ensemble des agents se sont vus doter d'un téléphone professionnel entraînant un changement dans la façon de badger chez les bénéficiaires. Maintenant un QR Code est au domicile pour se faire. Ainsi, avec le téléphone, chaque agent peut consulter son planning, celui de ses bénéficiaires et également des informations pour le bon déroulement des prestations. Ce téléphone nous permet aussi de communiquer plus simplement sans utiliser le téléphone personnel de l'agent.

• Facturation :

Avec les modifications de télé gestion et l'arrivée des téléphones, la facturation s'en trouve aussi modifiée. La télégestion par téléphone mobile a considérablement rendu plus supportable le passage à la facturation de l'ensemble des heures réalisées. Nous avons pu rendre certaines tâches automatiques.

• PCA et PICS :

Nous avons commencé à travailler l'élaboration des PCA et PICS pour garantir une continuité d'activité en toute circonstance. Cette élaboration s'est faite en partenariat avec les encadrantes du service.

• RGPD

La collectivité a entamé un état des lieux concernant le RGPD. De ce fait, l'ensemble du service a également fait l'état des lieux. Ainsi plusieurs axes de travail ont été soulevés.

• Évaluation externe :

L'évaluation du service par un organisme externe a eu lieu en septembre avec un retour satisfaisant, préconisant également des axes d'améliorations :

• Sensibilisation du matériel à domicile :

Une sensibilisation pour l'ensemble des agents du SAAD (aides à domicile et administratives) sur l'utilisation du matériel pour le transfert des bénéficiaires a été réalisée par l'entreprise Distri Club Médical gratuitement. Cela a permis de revoir les bases pour certains et pour d'autres d'apprendre l'utilisation complète de plusieurs matériels.

Chiffres de l'année :

68 853h sur l'année dont 77% en faveur des personnes bénéficiant des aides du Département de l'Eure.

428 bénéficiaires accompagnés

10 stagiaires formés

832h de formation à destination des aides à domicile et le personnel administratif du service.

Service RA

Actions :

- Rénovation des logements : 10 appartements rénovés en totalité sur l'année, dont 8 en régie.
- Une augmentation des appartements loués : 66 logements loués au 31 décembre 2025 (contre 59 au 1er janvier).
- Renouvellement d'équipements pour la cuisine : Chauffe assiettes, tranchoir, chariot inox
- Mise en place d'un logiciel de gestion administrative de la résidence visant à informatiser les dossiers des résidents et la vie de la résidence : gestion des logements, animations, évènements indésirables...
- Programme d'animation : reprise d'une diversification des animations visant à prévenir la perte d'autonomie proposées aux résidents. Organisation de la première « Fête des voisins » en juin et de la « semaine bleue » en octobre

Appréciation générale

L'évaluation N°224045 s'est déroulée dans de bonnes conditions d'accueil, dans une logique de diagnostic partagé. Il convient de souligner l'impulsion managériale, ainsi que les pratiques des professionnels en faveur de des comportements bientraitants, et le maillage partenarial.

Les processus relatifs à la démarche qualité, gestion des risques et ressources humaines sont en cours de déploiement.

Des axes de progrès ont été identifiés, tels que la logique de co-construction des projets personnalisés, en y associant les auxiliaires de vie, les traçabilités inhérentes aux accompagnements et en lien avec les questionnements éthiques.

RESOURCES HUMANES



RESSOURCES HUMAINES

1. PRÉVENTION ET SANTÉ AU TRAVAIL

À compter du 1er mai 2025, la collectivité a renforcé sa politique de prévention afin de structurer durablement sa démarche de santé, sécurité et conditions de travail.

Une démarche d'autoévaluation des directions, fondée sur les Grilles de Positionnement de la Santé et de la Sécurité au Travail (GPSST) de l'INRS, a permis d'établir un état des lieux du niveau de maturité de la collectivité, d'identifier les priorités et d'orienter les actions de prévention. L'évaluation a notamment porté sur le pilotage de la prévention, la formation, le suivi des accidents, la communication, l'évaluation des risques et l'intégration de la prévention dans les organisations.

La collectivité a également élaboré son premier Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail (PAPRIACT), composé de 38 actions couvrant notamment la gouvernance de la prévention, les accidents, les risques physiques et psychosociaux, les risques climatiques, chimiques, biologiques, incendie, bruit, travail isolé et coactivité.

Principales actions réalisées

La procédure de déclaration et d'analyse des accidents de service a été refondue. Cinq analyses d'accidents ont été réalisées entre mai et décembre 2025 selon une démarche structurée, avec identification des causes et définition de plans d'actions. Les mesures engagées ont notamment concerné les EPI, le travail en binôme, le travail isolé, les fiches réflexes, l'organisation du travail et certains aménagements.

Une nouvelle évaluation des risques psychosociaux (RPS) a également été engagée afin d'actualiser le diagnostic réalisé en 2021 et de construire un plan d'actions adapté aux évolutions de l'organisation. Plusieurs réunions de COPIL ont été organisées avec l'appui d'un prestataire.

La démarche de prévention a été animée auprès de l'encadrement et des services : séminaire des directeurs, interventions en réunions de direction, réunions techniques préparatoires à la F3SCT et création de fiches réflexes sur plusieurs risques biologiques. Des outils spécifiques ont également été créés pour la prévention du risque incendie.

Des procédures relatives aux fortes chaleurs et aux intempéries ont été élaborées et déployées. Une démarche de mise en place de Plans de Continuité d'Activité (PCA) a par ailleurs été engagée sur différents risques : événements climatiques extrêmes, pandémie, incendie, attentat et cyberattaque.

Une campagne de mesures acoustiques a été initiée sur plusieurs sites, notamment dans 14 structures de l'enfance, ainsi qu'à la Maison France Services, à la Résidence Autonomie et dans les services Bâtiments et Voirie. Trois études ergonomiques de postes ont également été réalisées dans le cadre du suivi des préconisations de la médecine du travail.

La politique d'équipements de protection individuelle a été structurée avec la création d'un processus de distribution et de suivi et l'élaboration de 19 fiches métiers précisant les dotations adaptées. Les dépenses consacrées aux EPI en 2025 se sont élevées à 64 601,74 €.

Enfin, la collectivité a déployé un dispositif de signalement des violences, discriminations, harcèlements et agissements sexistes, en partenariat avec le Centre de Gestion, et engagé la structuration du réseau des assistants de prévention. Un protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et déchargement réalisées par des entreprises extérieures a également été élaboré.



RESSOURCES HUMAINES

2. ACTION SOCIALE ET QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

L'année 2025 a également été consacrée au développement des dispositifs favorisant la protection sociale, le bien-être et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle.

Protection sociale complémentaire

- **Mutuelle santé MUTAME : 61 agents adhérents au 31 décembre 2025 ;**
- **Prévoyance MNT : 77 agents adhérents au 31 décembre 2025.**

Organisation et qualité de vie au travail

Le dispositif de télétravail a concerné 50 agents au 31 décembre 2025, contribuant à l'évolution des modalités d'organisation du travail.

Le partenariat avec le CNAS s'est poursuivi avec **403 agents inscrits, dont 59,55 % ont bénéficié d'une prestation en 2025.**

Ces dispositifs participent à l'amélioration des conditions de travail et à l'accompagnement social des agents.

3. FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

La politique de formation a constitué un levier essentiel pour sécuriser les activités, accompagner les évolutions réglementaires et soutenir les projets de service.

En 2025, **181 actions de formation** différentes ont été réalisées, mobilisant le CNFPT et des organismes spécialisés. Les formations ont principalement porté sur quatre axes :

- **Sécurisation des activités et obligations réglementaires** : CACES, habilitations électriques, AIPR, CATEC, PSC et formations aux gestes de secours ;
- **Modernisation des fonctions ressources** : logiciels CIRIL RH et Finances, paie, DSN, gestion budgétaire, CFU, marchés publics et évolutions réglementaires ;
- **Accompagnement des publics et inclusion** : handicap, troubles du neurodéveloppement, autisme, communication bienveillante, parentalité et prévention du harcèlement ;
- **Évolutions professionnelles et transformations des métiers** : management, RH, relation aux usagers, numérique, intelligence artificielle, transition écologique, préparation aux concours, VAE, bilans de compétences et coaching professionnel.

Chiffres clés

Le budget consacré à la formation s'élève à **182 470,38 €, dont 82 767,04 €** versés au CNFPT au titre de la cotisation obligatoire et **99 703,34 €** consacrés aux formations auprès d'autres organismes.

Le volume de formation représente plus de **7 200 heures**, réparties entre **3 214 heures de formation CNFPT** et **4 015 heures-agents auprès d'autres organismes.**

Au total, **872 participations** ont été enregistrées : 518 au CNFPT et 354 auprès d'autres organismes. Les formations CNFPT ont été réalisées principalement en inter-collectivités (91,8 %), puis en intra-collectivité (6,7 %) et en union (1,5 %).



RESSOURCES HUMAINES

4. RECRUTEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS

L'année 2025 a été caractérisée par une activité de recrutement particulièrement soutenue, dans un contexte d'évolution et de réorganisation des services.

Plus de 130 déclarations de vacance d'emploi (DVE) ont été réalisées. Les besoins ont concerné notamment les directions stratégiques, la fonction RH, le cycle de l'eau, la voirie, les bâtiments, la petite enfance, l'enfance-jeunesse ainsi que différents métiers techniques et administratifs.

L'utilisation de l'outil Flatchr a permis de centraliser les candidatures. 1 559 candidatures ont été réceptionnées via cette plateforme. Les principaux canaux d'origine étaient Indeed (47 %), le site carrière de la collectivité (environ 21 %), LinkedIn (environ 13 %) et Emploi Territorial (environ 11 %).

Plus de 200 entretiens ont été programmés, mobilisant le service RH et les services recruteurs dans les différentes étapes de sélection et de suivi des candidats.

La collectivité a également renforcé sa visibilité employeur en participant à plusieurs job dating et forums de l'emploi, notamment à Évreux et à Grand Bourgtheroulde.

Diversité des recrutements

Les recrutements ont concerné des fonctions de direction et d'encadrement, des métiers techniques et environnementaux ainsi que les services à la population. Parmi les principaux postes recrutés figurent notamment des directeurs, chargés de mission, techniciens, agents de maintenance, animateurs, auxiliaires de puériculture et aides à domicile.

Une campagne importante a été menée en fin d'année pour préparer la **rentrée 2026 dans le secteur de l'enfance-jeunesse**.

La politique d'accueil des jeunes a également été poursuivie avec **deux stages d'étude** consacrés à des thématiques environnementales et l'accueil d'un **apprenti technicien des systèmes d'information**.

Enfin, le service RH a assuré l'accompagnement de situations individuelles, notamment dans le cadre d'une **période préparatoire au reclassement (PPR)**, ainsi que des entretiens consacrés à la mobilité et à l'évolution professionnelle.

BILAN 2025

L'année 2025 confirme le rôle stratégique du Service Ressources humaines dans l'accompagnement des transformations de la collectivité. Les actions conduites ont permis de **structurer la prévention, renforcer la protection sociale et la qualité de vie au travail, développer les compétences et accompagner une activité de recrutement soutenue**.

Les résultats obtenus constituent une base pour poursuivre en 2026 la professionnalisation de la fonction RH, le déploiement de la politique de prévention, l'accompagnement des parcours professionnels et l'amélioration continue des conditions de travail.





SPORTS ET SOC ALTERNATIVE

SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE

1/ SPORTS :

Gestion des équipements sportifs

Le service assure la gestion de l'ensemble des équipements sportifs d'intérêt communautaire, comprenant notamment :

- 11 gymnases ;
- 6 stades de football ;
- 1 terrain de rugby ;
- 3 courts de tennis couverts ;
- 3 courts de tennis extérieurs ;
- 1 aire de jeux.

À titre d'exemple, la salle multisports du gymnase Chabane est particulièrement sollicitée, avec une utilisation moyenne de 83 heures par semaine.

Le service constitue la **porte d'entrée unique** des associations sportives pour l'accès aux équipements communautaires. Ses principales missions sont les suivantes :

- La gestion et l'optimisation des plannings d'utilisation des équipements ;
- L'élaboration et le suivi des conventions de mise à disposition ;
- La réalisation des opérations de maintenance de premier niveau ;
- Le contrôle régulier de l'état et du bon fonctionnement des équipements sportifs.

Au-delà de la gestion quotidienne des infrastructures, le service contribue plus largement au développement et à la structuration de la pratique sportive sur le territoire, en accompagnant les associations et en veillant à garantir des conditions d'accueil et de pratique adaptées aux différents publics.

Actions réalisées en 2025 :

Mise en place de vestiaires modulaires à Saint-Pierre-des-Fleurs afin d'assurer la continuité des activités sportives et de répondre aux besoins des associations, dans l'attente de la construction de nouveaux vestiaires.

Acquisition et mise en place de robots tondeuses à Saint-Pierre-des-Fleurs : cette solution permet d'optimiser l'entretien des pelouses, d'améliorer la régularité et la qualité de la tonte, tout en réduisant les dépenses. Elle contribue également à une gestion plus efficiente des terrains et à l'amélioration des conditions de pratique pour les usagers.

Remise en état et nettoyage de la piste d'athlétisme de Routot : réalisation d'une intervention complète visant à améliorer l'état général de la piste, à garantir de meilleures conditions de pratique pour les usagers et à préserver durablement cet équipement sportif communautaire.

2/ VIE ASSOCIATIVE

La Communauté de communes poursuit son engagement en faveur du développement sportif du territoire en réaffirmant son soutien aux associations.

À ce titre, le service est chargé de mettre en place des conventions d'objectifs et de moyens et d'instruire les dossiers de subventions, permettant d'accompagner les associations dans leurs projets et leurs actions au bénéfice des habitants du territoire.

MONTANT 2025

- Versement des subventions aux associations sportives d'intérêt communautaire pour un montant total de 115 362€

Création d'un règlement d'attribution des subventions : La Communauté de communes a également élaboré un règlement d'attribution des subventions, visant à formaliser les modalités d'accompagnement des associations et à garantir un cadre clair, transparent et équitable pour l'attribution des aides communautaires.

Conventionnement de l'ensemble des associations sportives : mise en place de conventions d'objectifs et de moyens permettant de formaliser et de quantifier le soutien apporté par la Communauté de communes aux associations, tout en précisant les engagements réciproques de chacune des parties.



TOURISME



Chiffres clés 2025

Fréquentation des sites touristiques

Équipement	Fréquentation 2025
Moulin Amour	8 017
Maison de la Terre	1 251
Musée des Lampes Berger / Maison Berger	2 148
Four à pain	6 711
Musée du sabot	1 825
Chaumières aux orties	2 546
Jardin des Herbes Sauvages	408
Moulin à Vent de Hauville	2 507

Gîte du Panorama

139 nuitées, auxquelles s’ajoutent 4,5 nuitées CCRS et 4 jours de mise à disposition liés aux élections.

Visites / escapades

- Escapades d’été : 175 participants.
- Escapades d’automne : 14 participants.
- Escapades de Noël : 39 participants.

Communication touristique et producteurs locaux

- Nombre de producteurs locaux recensés sur le territoire au 31 décembre 2025 : 47 (incluant les producteurs hors alimentaires : cuir, laine, etc.).
- Réseaux sociaux – Facebook

En 2025, 107 publications consacrées au tourisme ont été recensées sur Facebook.

Indicateur	Résultat
Publications recensées	107
Vues	154780
Couverture	77985
Réactions / likes	880
Commentaires	46
Partages	369

Réseaux sociaux – Instagram

Sur Instagram, 52 publications ont été recensées en 2025.

Indicateur	Résultat
Publications recensées	52
Vues	107 609
Couverture	63 279
Réactions / likes	510
Commentaires	29
Partages	256

Site internet – fréquentation des pages touristiques

Les données disponibles pour 2025 concernent les pages liées au tourisme.

- 17 386 sessions
- 13 833 utilisateurs actifs
- 13 069 nouveaux utilisateurs
- 100 événements clés

Rubriques les plus consultées

Rubrique	Sessions
Visiter	8931
Informations pratiques	7258
Loisirs	934
Séjourner	194
Se loger	35
Se restaurer	33

Pages les plus consultées

Horaires des bacs : 5 318 sessions
Randonnées : 2 237 sessions
Route des Chaumières : 2 181 sessions

Ces résultats montrent un intérêt marqué des visiteurs pour les informations pratiques, les activités de plein air et les itinéraires touristiques.

Flux Vision – fréquentation touristique du territoire

- Nombre de nuitées touristiques : 930 121, dont 668 762 Français et 261 359 étrangers.
- Nombre de journées des excursionnistes : 5 871 634, dont 5 050 899 Français et 820 735 étrangers.

TOURISME

2. Événements et actions marquantes de l'année 2025

Date	Action / événement
2 avr. 2025	Bourse d'échanges à Conches-en-Ouche.
5 juin 2025	Comice agricole de Grand Bourgtheroulde.
27 mai 2025	Fête du vélo – Moulin Amour St Ouen de Pontcheuil.
28 mai 2025	Seine à Vélo – Caumont.
16 juin 2025	Bords de Seine en Folie – Berville-sur-Mer.
4 juil. 2025	Mad Jacques Gravel Grand Large : événement itinérant rassemblant près de 300 cyclistes pendant 3 jours. Départ organisé à Saint-Ouen-de-Thouberville, au niveau du gymnase. Tenue d'un stand de documentation touristique de 9 h à 12 h sur l'itinéraire des cyclistes.
13 sept. 2025	Forum des mobilités – Berville / Trouville-la-Haule.
sept. 2025	Amfreville-la-Campagne : inauguration de l'école.
9 déc. 2025	Café rencontre socio-professionnels - gîte du Panorama- Barneville sur Seine
Été 2025	Escapades d'été : 175 participants.
Automne 2025	Escapades d'automne : 14 participants.
Noël 2025	Escapades de Noël : 39 participants.



3. Promotion du tourisme de nature et culturel

- Mise à jour des bases de données Tourinsoft pour les hébergeurs.
- Participation aux opérations liées à Seine à Vélo.
- Collecte, recensement et communication des manifestations du territoire.
- Participation / promotion touristique lors d'événements locaux et itinérants.
- Organisation d'escapades saisonnières : été, automne et Noël.

4. Projets réalisés / achevés en 2025

- Changement de la passerelle d'Aizier (mars 2025).
- Création de la passerelle du Vieux-Port / projet lié au parcours de promenade.

5. Projets et actions lancés en 2025

- Développement et renouvellement des escapades touristiques saisonnières.
- Poursuite de la valorisation des itinéraires de randonnée et de la destination Roumois Seine.
- Poursuite du travail de recensement et de mise en réseau des acteurs et producteurs locaux.

6. Évolutions du service en 2025

- Arrivée d'une directrice du Tourisme.
- Arrivée de Diane Dupont, chargée de développement touristique.
- Départ d'Estelle Depresle et de M. Dufayet.
- Regroupement du service Tourisme au 3e étage.
- Arrivée de Lise au service Tourisme.
- Départ de Rémy Flork.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

1. Présentation générale

Le présent rapport d'activités présente les principales actions conduites et les dossiers suivis par le Service Développement économique. Il rend compte des partenariats, dispositifs d'accompagnement, opérations foncières et immobilières, projets d'aménagement des zones d'activités et actions contribuant à l'attractivité économique du territoire.

Il permet de disposer d'une vision globale de l'activité du service, des opérations engagées, des dossiers en cours et des actions restant à poursuivre.

2. Synthèse de l'activité

L'activité du service s'articule autour de quatre fonctions majeures : l'accompagnement des entreprises et porteurs de projets, l'animation de partenariats économiques, la préparation et la commercialisation du foncier économique, ainsi que la gestion et la sécurisation du patrimoine économique communautaire.

- Structuration d'un réseau de partenaires : Initiative Eure, CMA, CCI, Région Normandie, AD Normandie, Normandie Energies, EPF Normandie, SAFER, acteurs de l'emploi et de la formation.
- Déploiement d'actions d'accompagnement des entreprises, notamment Eco-Défis et les relais vers les dispositifs de création, reprise, financement et transition.
- Poursuite de la stratégie foncière autour de plusieurs zones et projets d'aménagement : Bosroumois, Bourneville-Sainte-Croix, Ilôt 6 et Portes Nord.
- Suivi de nombreuses cessions, promesses unilatérales de vente, bornages, servitudes et négociations avec des porteurs de projets privés.
- Gestion des enjeux de sécurité, d'attractivité, de risques et de qualité des zones d'activités, en lien avec la démarche de labellisation Normandie Responsable.
- Articulation de la stratégie économique avec les orientations BTP de Demain, métiers de l'énergie, numérique, emploi-formation et réindustrialisation.

3. Conventions, partenariats et accompagnement économique

3.1 Initiative Eure

Le partenariat avec Initiative Eure a été renouvelé par décision du 18 mars 2025. La convention signée et la facture 2025 réglée sont disponibles sur le serveur. Une permanence hebdomadaire de conseil et d'accompagnement à la création est organisée au siège à Bourg-Achard, avec un nouveau conseiller à compter de septembre 2025.

Une réunion annuelle du Club des Entrepreneurs doit être organisée sur le territoire. La présence des élus lors des remises de chèques est également à coordonner avec la Direction de la communication.

3.2 Programme LEADER

Le programme LEADER 2023-2027, porté au sein du Parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande par le GAL auquel Roumois Seine est associé, permet de relayer les porteurs de projets vers des conseils, soutiens et financements européens dédiés à des actions innovantes et expérimentales. Le territoire est représenté au Comité de programmation.

3.3 Eco-Défis - CMA de Normandie

Le Conseil communautaire du 26 mai 2025 a engagé un partenariat et un budget dédié afin que la CMA accompagne dix entreprises artisanales du territoire vers la labellisation Eco-Défis avant le 31 décembre 2026. La prospection démarre en septembre 2025 et une promotion est prévue lors de la session « Parlons Artisanat » du 2 octobre 2025 au CEREFP BTP.

3.4 Région Normandie / AD Normandie - Impulsion Proximité

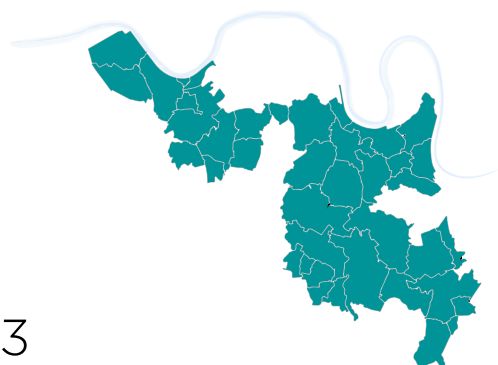
Le dispositif est en phase de préparation. Il nécessite une décision de la gouvernance et un budget associé. Une note de cadrage budgétaire doit permettre d'estimer les besoins sur le territoire, à la suite de la réunion préparatoire du 7 août 2025.

3.5 Filière Normandie Energies

L'adhésion de la Communauté de communes, engagée en 2024, a été renouvelée en 2025. L'objectif est de créer un dialogue avec les acteurs de la filière afin de co-concevoir et pré-commercialiser la ZA de Bourneville-Sainte-Croix. Une expérimentation concernant une solution innovante de recharge de véhicules électriques a également été envisagée, avec suivi par la DGST.

3.6 Territoire d'Industrie Axe Seine

La labellisation donne accès à des dispositifs de l'État dédiés à la réindustrialisation et constitue un levier pour la stratégie économique communautaire. De nouveaux dispositifs ont été présentés lors du rendez-vous économique en préfecture de l'Eure du 25 septembre 2025.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

3.7 Orientation, métiers, formation et emploi

La convention avec l'Agence Orientation et Métiers de Normandie, validée le 24 juin 2024, doit permettre le déploiement d'actions sur le territoire, notamment en lien avec l'ouverture du lycée Louis de Broglie et du collège de Bourneville-Sainte-Croix.

Le partenariat avec le CEREF BTP et la FFB Normandie soutient la stratégie « BTP de Demain ». L'extension du CEREF BTP a bénéficié d'une subvention communautaire de 200 000 euros versée le 27 octobre 2023. L'ouverture d'une antenne de « L'Outil en Main » est programmée.

Dans le cadre du Comité local pour l'emploi et de la loi pour le plein emploi, le service participe aux actions d'information, de formation et d'insertion. Une bourse des emplois est alimentée en partenariat avec France Travail. La création d'une recyclerie à vocation d'insertion, sur une thématique numérique et avec Grand-Bourgtheroulde comme ville cible, est à l'étude.

3.8 Commerce, artisanat et bourse des locaux

La CMA et la CCI Portes de Normandie apportent leur réseau et leur expertise à la reprise de fonds de commerce, de pas-de-porte et aux projets de boutiques test. Une veille des annonces de locaux et fonds de commerce permet d'orienter les demandes entrantes.

4. Foncier économique et stratégie d'aménagement

4.1 Inventaire des zones d'activités

L'inventaire des zones d'activités répond à l'obligation issue de la loi Climat et Résilience et constitue une base de travail pour le PADD, le PCAET, le PLUi et le SRADDET. L'actualisation doit être transmise à l'État tous les six ans. Trois nouvelles zones sont engagées - Bosroumois, Bourneville-Sainte-Croix et Ilôt 6 - ainsi qu'une parcelle à vocation commerciale. Les travaux SIG, CRIGE, OpenData et le suivi de France Foncier+ complètent cette démarche.

4.2 Labellisation Normandie Responsable

La collectivité vise une labellisation RSE régionale de ses zones d'activités, fondée sur les 17 objectifs de développement durable. Cette démarche est présentée comme nécessaire à l'accès à certains financements d'aménagement ou de requalification et s'inscrit dans le plan d'action « Territoire d'Industrie Axe Seine ».

4.3 Convention SAFER

La convention SAFER vise à encadrer la gestion des fonciers économiques non aménagés, représentant environ 40 hectares, et à prévenir les occupations agricoles susceptibles de générer des litiges. Le dossier a été repris à l'été 2025 en vue d'une extension à d'autres fonciers communautaires. La gestion financière des recettes doit être traitée en fin d'année 2025.

4.4 Sécurité et gestion des risques sur les ZA

Le maintien de l'attractivité des zones implique également leur sécurisation et la maîtrise des risques : pollution, accès, installations illégales et gestion des vulnérabilités. Ce volet est intégré à la démarche de labellisation RSE, notamment sous l'angle « Gestion des risques et adaptation ».

4.5 Convention EPF Normandie / Région Normandie / CCRS

La convention a pour finalité l'élaboration d'un schéma prospectif du parcours résidentiel des entreprises, cohérent avec la stratégie de développement économique. Après des rendez-vous de calage en mai et juin 2025, une délibération était inscrite au Conseil communautaire du 29 septembre 2025 avec engagement budgétaire.

5. Études d'aménagement et nouvelles offres foncières

Quatre opérations principales sont identifiées afin de proposer à terme du foncier économique viabilisé et commercialisable :

Zone / projet	Orientation	Surface	Budget prévisionnel / état
ZA Bosroumois	BTP de Demain	9 ha	3 M€ TTC prévisionnels
ZA Bourneville-Sainte-Croix	Nouvelles énergies / grands chantiers	12,8 ha	2,8 M€ TTC prévisionnels
Ilôt 6 Bosgouet	Projet d'aménagement	11 ha	Études / échanges avec GAIA et DGST
ZA Portes Nord	Foncier économique / commercial	12 750 m²	

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

6. Cessions et négociations foncières en cours

6.1 ZA des Portes Sud - Pôle médical

Le projet porte sur la cession de la parcelle YA 0208, d'une superficie de 7 201 m², en vue de la construction d'une maison médicale par un promoteur privé. Des prospects sont identifiés par Selène Immobilière, la commune de Bourg-Achard et la CCRS.

Les points de vigilance portent sur l'accès à créer sur la route départementale de gestion communale, le respect du règlement de zone, la viabilisation complète et la prévention d'un risque de conflit d'intérêts signalé dans le dossier. Les prochaines étapes prévues sont la présentation du projet, la remise d'une offre d'acquisition puis, en cas de validation, les démarches d'aménagement, d'avis des Domaines, d'accord formalisé, de présentation à la commune et à la commission Développement économique, avant préparation d'une délibération assortie d'une PUV.

6.2 ZA des Portes Nord - Intermarché

Une cession de 12 750 m² est envisagée au profit d'une société de M. Périer. Le diagnostic cavités et l'avis des Domaines sont réalisés. Le dossier d'aménagement doit permettre de déterminer le prix de cession au m², avant accord écrit, passage en commission, délibération avec PUV et cession notariale. Le plan d'aménagement doit être fourni par le groupement GAIA.

6.3 Parc du Roumois - Ilôt 3

Le traité de concession avec la SHEMA, signé le 2 mars 2018 et courant jusqu'en 2034, fait l'objet d'un litige ayant conduit à stopper les aménagements. Le dossier est suivi par la DAJ. Des projets d'implantation sont néanmoins identifiés, dont la Clinique du Roumois.

6.4 Parc du Roumois - Ilôt 5 / Rue de l'Avenir

Le dossier SCI Salva nécessite une nouvelle délibération intégrant une convention de servitude liée au conduit d'eau pluviale. Le schéma d'implantation doit être fourni afin de permettre le bornage par géomètre et la sécurisation juridique de la cession.

Concernant la SCI TEN / Lanos, un bornage doit déterminer précisément la surface de foncier à acquérir.

Un accord oral a été donné le 2 octobre 2025 sur un prix de 29,78 € HT/m².

6.5 ZA Mare Hamel

Des preneurs sont identifiés depuis 2022. Les suites opérationnelles doivent être définies à partir des consignes de la gouvernance, en tenant compte des besoins d'aménagement, de viabilisation et de l'avis de la CDPENAF.

6.6 ZA Thuit-Anger

Plusieurs dossiers de cession ou d'implantation sont suivis : Contrôle Technique Rousselle, ATB Confort, Laurent Borreman, Santé BTP, SCI Jones Hydraulique et SCI Phénix Attachment. Leur état d'avancement est variable : PUV signée, PUV à signer, confirmation écrite attendue ou projet à engager.

La gestion locative du site, l'état des loyers, l'apurement des charges et un diagnostic préventif et curatif du Village des artisans figurent également parmi les sujets de suivi.

6.7 Ilôt 6 - SRC / Transdev

Le secteur est suivi dans le cadre de la stratégie « BTP de Demain » et des besoins liés au lycée régional. Les interlocuteurs SRC et Transdev sont identifiés.

6.8 Foncier d'Amfreville-Saint-Amand

Le dossier Transports Heude fait l'objet d'une PUV signée à la suite d'une vente notariale interactive.

Une échéance de PUV au 19 décembre 2025 pour un montant de 333 521,63 €, prévu au budget 2025.

7. Gestion et suivi des zones d'activités

- ZA Thuit-Anger : apurement des charges 2025 et suivi locatif.
- ZA Mare Hamel : suivi des parcelles, apurement des charges, diagnostic préventif et curatif ; évaluation immobilière CBRE de février 2025 comprise entre 620 k€ et 660 k€.
- ZA Mare Bataille : aucun point particulier à signaler.
- ZA Quicangrogne : pollution 2025 du bassin des Mitriaux indiquée comme résolue ; mairie informée.
- ZA Baudrière : reprise de gestion par la CCRS ; suivi du dossier SARC et de parcelles en vue du déplacement d'une production de matériaux recyclés.
- Parc du Roumois - Ilôt 5 : cession SCI Salva, bornage de servitude et quitus relatif à la convention de mise à disposition du foncier SCI TEN.
- Projet Hyphen : projet « BTP de Demain » consommant 3,2 hectares ; diagnostic de fouilles archéologiques réalisé.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

8. Patrimoine immobilier économique

Saint-Ouen-du-Tilleul - ex Clinique du Vallon / SCI Salva

Une réunion est annoncée au 15 octobre 2025 en sous-préfecture de Bernay concernant le projet d'école conductive.

Amfreville-Saint-Amand - Pôle Santé

Suivi de baux emphytéotiques, apurement 2025 à réaliser au 31 décembre 2025, recouvrement des apurements 2024, assainissement et clause de non-cession sauf SDIS.

Amfreville-Saint-Amand - Centre technique

Avis des Domaines réalisé ; projet de cession à confirmer à la suite de l'intérêt exprimé par la commune.

Village des artisans - Thuit-Anger

Visite sur site réalisée le 1er octobre 2025 ; diagnostic préventif et curatif engagé.

Trouville-la-Haule - ateliers de la Mare Hamel

Gestion locative des trois ateliers, loyers et apurement des provisions pour charges à traiter au 31 décembre 2025.

Gare SNCF de Thuit-Hébert

Réflexion à poursuivre sur les activités pouvant être accueillies dans le bâtiment, en lien avec le projet de zone à vocation numérique.

Foncier à Routot

Demande de certificat d'urbanisme ; foncier agricole ayant vocation à être cédé ; avis des Domaines mentionné à 12 000 €.

9. Outils de connaissance, veille et observation économique

- Veille sur les offres privées de locaux d'activités à la location et à la vente.
- Veille foncière via la SAFER et l'outil Vigifoncier.
- Open Data : intégration d'un volet économique.
- Carte interactive des zones d'activités et travaux avec le CRIGE, avec appui SIG.
- Annuaire SPRAT et prise en compte des indices de cavités.

10. Orientations stratégiques

La stratégie foncière de développement économique s'articule avec le SRADDET, le PADD et le PLUi. Les orientations retenues portent notamment sur le « BTP de Demain », les métiers de l'énergie et le numérique, sans développement logistique.

Cette stratégie s'appuie également sur les propositions du Président, la mobilisation d'une conseillère communautaire déléguée au soutien et au développement de l'activité commerciale et de l'aide aux entreprises, ainsi que sur le projet de Maison de l'Emploi pour l'insertion sociale et professionnelle.

11. Priorités opérationnelles

1. Sécuriser les cessions foncières en cours : PUV, avis des Domaines, bornages, servitudes, délibérations et actes notariés.
2. Faire avancer en priorité le dossier d'aménagement de la ZA des Portes Nord et les plans attendus du groupement GAIA.
3. Poursuivre les études d'aménagement des quatre secteurs identifiés et leur articulation avec l'étude EPF Normandie.
4. Finaliser les dossiers de gestion locative et les apurements de charges 2025.
5. Poursuivre la démarche de labellisation Normandie Responsable et le volet sécurité / gestion des risques des ZA.
6. Déployer l'accompagnement Eco-Défis et maintenir les permanences et relais d'accompagnement des entreprises.
7. Structurer les actions emploi-formation autour du CLPE, de la Maison de l'Emploi et des partenaires de formation.
8. Maintenir la veille foncière, immobilière et commerciale afin de répondre rapidement aux sollicitations des entreprises.

12. Conclusion

L'activité du service présente un caractère particulièrement transversal, mêlant développement économique, foncier, immobilier, accompagnement des entreprises, emploi-formation, partenariats et sécurisation juridique des opérations. L'enjeu principal consiste à faire aboutir les dossiers engagés, tout en renforçant la lisibilité de l'offre économique du territoire et la cohérence entre stratégie foncière, transition, attractivité et besoins des entreprises.

13. Évolution de l'organisation du service

À la suite du départ de Denis Jouhaut, la direction du service Développement économique a été reprise par Natacha BEN HAÏM, assurant ainsi la continuité du pilotage et du suivi des dossiers en cours.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

En 2025, la DAJ a assuré la passation de 26 procédures dont 4 passées en procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, et au total 34 contrats signés.

Le montant maximal cumulé de ces marchés conclus, reconductions comprises, s'élève à 9 336 133,41 € HT.

Ces procédures ont donné lieu à la réception et à l'analyse d'environ 118 offres.

En matière d'assemblées, la DAJ a assuré la préparation et le suivi de 5 conseils communautaires, 5 bureaux communautaires et 7 conférences des maires.

Elle a assuré la préparation, le contrôle et le suivi de 406 actes, comprenant 209 délibérations du conseil communautaire, 24 délibérations du bureau communautaire, 138 décisions du président et 35 arrêtés du président.

En matière d'assurances, 53 sinistres ont été déclarés et suivis en 2025, toutes branches d'assurance confondues.

À ces activités quantifiables s'ajoutent les missions permanentes de conseil juridique, sécurisation des actes et procédures, accompagnement des services, traitement des dossiers complexes ou sensibles, encadrement et pilotage de l'activité de la direction.

Enfin, environ 381 courriers ont été rédigés et adressés dans le cadre de l'ensemble des domaines d'activité de la DAJ."



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ

Mobilité :

Poursuite du projet Rezo Pouce :

- Vidéo de promotion du dispositif réalisée par Paris Normandie : Vidéo Rezo Pouce réalisée par Paris Normandie ;
- 10 animations réalisées sur le territoire pour promouvoir le dispositif
- Environ 270 inscrits

Politique cyclable

1. Etudes de Faisabilité

- COPIL Etude de faisabilité des 4 premiers axes cyclables (validation des tracés)

1.1 communes représentées sur 13 // objectifs 10/13

- Réalisation de l'étude de faisabilité de l'axe 5

INDICATEURS DE MOYENS, D'ACTIVITÉS, DE PARTICIPATION ET D'IMPACTS

Indicateurs de moyens (moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation de l'action)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Temps passé (nb de jour/ETP)	10%	7%
Coûts estimés (€)	9 960€ HT	9 960 €HT

Indicateurs de mise en œuvre de l'action, en %, et spécifique à l'action		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Taux de mise en œuvre	100 %	80%
Nombre de Concertation publique	100%	1 concertation
Taux de couverture du territoire analysé	100%	100%
Tracés validés en COPIL	100%	0%

Indicateurs emblématiques spécifiques à l'action, permettant de juger de l'ampleur de la mobilisation		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Nbre de personnes	30 pers	19 pers

2. Etudes de faisabilité technique avec la maîtrise d'œuvre pour l'axe Boisse-le-Châtel au Pôle multimodal

- AVP
- Projet pro

INDICATEURS DE MOYENS, D'ACTIVITÉS, DE PARTICIPATION ET D'IMPACTS

Indicateurs de moyens (moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation de l'action)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Temps passé (nb de jour/ETP)	20%	20%
Coûts estimés (€)	8746.50 €HT	8746.50 €HT

Indicateurs de mise en œuvre de l'action, en %, et spécifique à l'action (ex. nbre réunions/manifestations organisées sur le vélo, nbre km de voies cyclables aménagées, nbre de stationnements vélo installés ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Taux de mise en œuvre	100 %	10%
Nbre de km voirie aménagée	12 km	0
Nbre de stationnement vélos installés	2 sites	0

3. Soutenir l'animation et la promotion de politiques cyclables intégrées à l'échelle du territoire

- Action 1 : Créer un programme d'animation "Mai à vélo"
- Action 2 : Création d'un Forum de la mobilité pour développer l'intermodalité au sein de 4 EPCI dans le cadre du Plan de Mobilité Simplifié
- Action 3 : Mise en place du Savoir Rouler à Vélo au sein de nos écoles

Action n°1 En roue libre sous les étoiles !

Indicateurs emblématiques spécifiques à l'action, permettant de juger de l'ampleur de la mobilisation
(ex : nbre de personnes touchées, formées, sensibilisées, nbre de participants aux réunions, nbre d'adhérents au dispositif, nbre de prêts de vélo, comptages ...)

	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Nbre de visiteurs	500	550
Nbre de bénévoles	17	17
Nbre de services impliqués	4	6
Nbre de jeunes impliqués clubs ado	7	9
Nbre de spectateurs au ciné cyclo	50	120
Nbre de visiteurs à la balade contée	10	17
Nbre d'agents à la réunion coordination la veille	8	12

INDICATEURS DE MOYENS, D'ACTIVITÉS, DE PARTICIPATION ET D'IMPACTS

Indicateurs de moyens (moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation de l'action)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Temps passé (nb de jour/ETP)	15 %	15%
Coûts estimés (€)	5000 €	4 485.50 €

Indicateurs de mise en œuvre de l'action, en %, et spécifique à l'action (ex. nbre réunions/manifestations organisées sur le vélo, nbre km de voies cyclables aménagées, nbre de stationnements vélo installés ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Taux de mise en œuvre	100 %	100%
Nombre d'animation vélo	9	9
Nombre de stands	23	22
Nombre de vélo essayés, réparés	100	
Nombre de vélos venus	100	50



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ

Action n°2 Anima' Vélo

Date de début de l'action : 24 mai 2025

Durée prévisionnelle : 1 après-midi

Date de fin : 24 mai 2025

Action inscrite au schéma vélo (OUI/NON) :

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Anim'à vélo est une balade à vélo familiale de 25 km, encadrée et animée par le conservateur de la réserve naturelle du Marais Vernier. Elle permet de découvrir la biodiversité, les paysages et les enjeux écologiques de ce site exceptionnel, tout en favorisant la pratique du vélo en milieu rural.

OBJECTIFS DE L'ACTION

- Promouvoir les modes actifs comme mode de déplacement familial et écologique.
- Sensibiliser le grand public à la richesse écologique du Marais Vernier.
- Créer un moment convivial et intergénérationnel autour du vélo.
- Encourager un changement de comportement vers des pratiques durables.

PUBLIC(S) CIBLÉ(S)

- Familles
- Habitants du territoire
- Touristes et visiteurs de passage
- Scolaires et jeunes accompagnés
- Amateurs de nature et de balades à vélo



INDICATEURS DE MOYENS, D'ACTIVITÉS, DE PARTICIPATION ET D'IMPACTS

Indicateurs de moyens (moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation de l'action)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Temps passé (nb de jour/ETP)	5%	3%
Coûts estimés (€)	190 € HT	-

Indicateurs de mise en œuvre de l'action, en %, et spécifique à l'action (ex : nbre réunions/manifestations organisées sur le vélo, nbre km de voies cyclables aménagées, nbre de stationnements vélo installés ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Taux de mise en œuvre	100 %	100%
Nombre de balade organisée	1	1
Kilométrage parcouru	25 km	25 km

Indicateurs emblématiques spécifiques à l'action, permettant de juger de l'ampleur de la mobilisation (ex : nbre de personnes touchées, formées, sensibilisées, nbre de participants aux réunions, nbre d'adhérents au dispositif, nbre de prêts de vélo, comptages ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Nombre de participants avec encadrants (3 pers)	15	19
Nombre de familles sensibilisées	10	9

Indicateurs d'impact environnemental, de changement de comportement, de passage à l'action (ex : nbre ou % de vélos acquis après le prêt, nbre d'agents venant travailler à vélo, nbre de ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Nbre de kg CO2 évités	67,5 ¹ kg CO ²	75,75 kg Co ²
Nombre de km parcourus collectivement	450 km	505 km
Nbre de personnes arrivées à vélo	7	2
Nbre de VAE	3	6
Nbre d'enfants	2	2
Nbre de personnes de la CCRS	6	0



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ

Action n°3 : La bougeothèque



Première édition de la mise en place du Savoir Rouler à vélo :

- 11 Ecoles
- 18 classes de CM1 formées soit environs 300 élèves répartis
- Montant total de 20 953.65 € TTC
- Subventionné par génération vélo à hauteur de 9 900 €
- Formation de 10H par classe réalisée par 3 prestataires

Invitation ADEME à la journée Avelo 3 à Caen

Le 23 septembre 2025, Les Rencontres AVELO ADEME ont fait étape à Caen !

Près de 60 acteurs engagés en faveur du vélo ont pris part à cette journée dédiée aux rencontres, aux échanges et au partage d'expériences, ponctuée de conférences et d'ateliers interactifs, le tout dans un esprit de convivialité ! Damien Châtel et Linda THIERRY ont été invités par l'ADEME (notre financeur pour jusqu'en 2027) pour participer sur une table ronde avec des expériences locaux et un temps d'échange.

INDICATEURS DE MOYENS, D'ACTIVITÉS, DE PARTICIPATION ET D'IMPACTS

Indicateurs de moyens (moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation de l'action)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Nombre de visiteurs du forum.	400	150
Nombre d'exposants	25	26
Nombres d'agents mobilisés	8	10
Nombre EPCI	4	4
Coûts estimés (€)	10 000 €	6978.93€

Indicateurs de mise en œuvre de l'action, en %, et spécifique à l'action (ex. nbre réunions/manifestations organisées sur le vélo, nbre km de voies cyclables aménagés, nbre de stationnements vélo installés ...)		
	Objectif	Résultat (à remplir à chaque bilan)
Taux de mise en œuvre	100 %	100%
Nombre d'animations	10	10
Nombre d'EPCI	4	4



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET MOBILITÉ

Biodiversité (pour les photos prendre sur les post réseaux sociaux)

2025 : Les mares

Un patrimoine naturel à restaurer et valoriser

Véritables réservoirs de biodiversité et régulateurs naturels du cycle de l'eau, les mares occupent une place centrale dans la politique environnementale de la collectivité et les actions en faveur des mares sont soutenues par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

En 2025, 213 inventaires naturalistes ont été réalisés (amphibiens, flore, odonates), permettant de caractériser 157 nouvelles mares sur le territoire.

Les actions de restauration se sont poursuivies à un rythme soutenu : 9 mares restaurées sur 7 communes, dont 3 communales et 6 privées. Ces opérations ont nécessité le retrait de 881 m² de végétation aquatique et le curage de 1211m² et l'évacuation de plus de 634 m³ de matériaux (quand ces derniers ne pouvaient pas être valorisés sur place, notamment les boues polluées qui ont dû être envoyées en centre de traitement).

La mobilisation des habitants a continué au travers de 32 animations de sensibilisation, dont 29 en milieu périscolaire, touchant plus de 500 personnes.

2025 : Les haies

La collectivité a planté 769 plants de haies sur 689m linéaires (80m ont été plantés en double rangs), sur 4 ouvrages hydrauliques intercommunautaires situés à Bosroumois pour 2 d'entre eux, Etréville et les Monts du Roumois. Ces plantations de haies ont été effectuées à l'aide d'essences locales diversifiées, dans le cadre de continuités écologiques : confortation de corridors ou création de corridors pour permettre le déplacement et l'abri de nombreuses espèces inféodées aux haies (insectes, oiseaux, petits mammifères, amphibiens...). Ce projet a été permis grâce au financement du fonds vert.



2025 : L'écopâturage

Un diagnostic a été réalisé sur 43 parcelles intercommunautaires pour étudier la mise en place de l'écopâturage sur le territoire de la CCRS. Lors de ce diagnostic, 108 relevés de végétation (intérêt nutritif, toxicité, flore indicatrice de milieux humides ou d'une eutrophisation) ont été effectués sur 39 hectares.

Ce diagnostic a permis de définir 18 parcelles écopâturables dès 2026 et 24 parcelles potentiellement écopâturables à partir de 2027. Une convention a été délibérée pour permettre la mise à disposition gracieuse de terrain sur une durée de 3 ans auprès d'exploitants agricoles ou de particuliers ayant des besoins fourragers.

Transition écologique :

1. Finalisation et approbation du PCAET (cf. synthèse PCAET d'Aurélie pour plus de détails sur les éléments chiffrés) : 7 axes stratégiques & 31 actions globales. Instruction validée par les autorités compétentes ainsi que l'enquête publique.
2. Intégration dans le PCAET d'un PAQA ou Plan D'Amélioration de la Qualité de l'Air, afin de préserver la qualité de vie et la santé des habitants, en luttant contre les polluants atmosphériques (particules fines etc.).
3. Démarrage de la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial, et notamment :
4. Déploiement du dispositif La Charrette sur le territoire dans le cadre du PAT. L'outil facilite la mise en relation entre producteurs, logisticiens et débouchés alimentaires pour favoriser les circuits courts et locaux.

Objectif 1 : Embarquer 30 profils professionnels diversifiés sur La Charrette pour amorcer une dynamique.	37 professionnels embarqués sur la communauté de communes : 12 logisticiens, 1 producteur, 1 intermédiaire, 10 acheteurs pro.
Objectif 2 : Animer et faire interagir ce groupe pour faciliter les flux de produits locaux au niveau logistique et commercial.	12 conversations en cours 36 membres avec au moins 1 message31 % des membres en conversations15 % ont déjà trouvé un nouveau partenaire.

5. Réalisation d'une étude préfigurative de réseaux de chaleur urbain (chauffage bois) en partenariat avec Biomasse Normandie sur deux communes du territoire.
6. Renforcement de la collaboration avec le PNRBSN par le biais de la préparation d'une convention partagée, et participation active au processus de préparation de la nouvelle charte du PNR.
7. Réalisation de nombreux dossiers de demande de subvention : Fonds Vert (139 000€), Région Normandie (80 000€), Agence de l'Eau (178 000€) etc. pour soutenir les projets de transition, mobilité et biodiversité.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

Communauté de Communes Roumois Seine Septembre 2026
666 Rue Adolphe Coquelin, B.P. 3, 27310 Bourg-Achard, France